



Assemblée générale

Distr. générale
2 décembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 69 a) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme : application des instruments relatifs aux droits de l'homme

Rapport de la Troisième Commission*

Rapporteuse : M^{me} Kadra Ahmed **Hassan** (Djibouti)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 16 septembre 2011, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-sixième session, au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme », la question subsidiaire intitulée « Application des instruments relatifs aux droits de l'homme » et de la renvoyer à la Troisième Commission.
2. La Commission a examiné la question subsidiaire à ses 21^e, 22^e, 31^e et 43^e à 45^e séances, les 18 et 25 octobre et les 10, 15 et 17 novembre 2011. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.3/66/SR.21, 22, 31 et 43 à 45).
3. La liste des documents dont la Commission était saisie pour l'examen de cette question subsidiaire figure dans le document A/66/462.
4. À la 21^e séance, le 18 octobre, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a fait une déclaration liminaire (voir A/C.3/66/SR.21).
5. À la même séance, le Président du Comité contre la torture et le Président du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ont présenté des exposés et participé à des échanges avec les représentants du Chili, de l'Union européenne, du Liechtenstein, du Brésil, de la République tchèque, du Pakistan, de la Norvège, du Danemark et du Panama (voir A/C.3/66/SR.21).

* Le rapport de la Commission sur cette question sera publié en cinq parties, sous les cotes A/66/462 et Add.1 à 4.



6. À la même séance également, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a présenté un exposé et participé à des échanges avec les représentants de la Tunisie, de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique, de la Suisse, de la Norvège et du Danemark (voir A/C.3/66/SR.21).

II. Examen de projets de résolution

A. Projets de résolution A/C.3/66/L.23 et Rev.1

7. À la 31^e séance, le 25 octobre, le représentant de la Suède a présenté un projet de résolution intitulé « Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme » (A/C.3/66/L.23) au nom des pays suivants : Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Uruguay. Le texte se lisait comme suit :

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant sa résolution 64/152 du 18 décembre 2009,

1. *Accueille avec satisfaction* les rapports annuels que le Comité des droits de l'homme lui a présentés à ses soixante-cinquième et soixante-sixième sessions;

2. *Accueille de même avec satisfaction* les rapports du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions et sur ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions;

3. *Invite* les Présidents des Comités à prendre la parole devant elle et à dialoguer avec elle à ses soixante-septième et soixante-huitième sessions, au titre de la question intitulée "Promotion et protection des droits de l'homme", dans la limite des ressources disponibles;

4. *Prie* le Secrétaire général de la tenir informée de l'état des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des Protocoles facultatifs s'y rapportant, y compris toutes les réserves et déclarations y afférentes, en utilisant les sites Web de l'Organisation. »

8. À sa 45^e séance, le 17 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé intitulé « Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme » (A/C.3/66/L.23/Rev.1), présenté par les pays suivants : Albanie, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon,

Jordanie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Uruguay. Par la suite, les pays ci-après se sont portés coauteurs du projet de résolution : Bénin, Équateur, Honduras, Inde, Madagascar, Paraguay, République-Unie de Tanzanie et Venezuela (République bolivarienne du).

9. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/66/L.23/Rev.1 (voir par. 22, projet de résolution I). Après l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration (voir A/C.3/66/SR.45).

B. Projets de résolution A/C.3/66/L.27 et Rev.1

10. À la 31^e séance, le 25 octobre, le représentant du Brésil a présenté, au nom de l'Argentine, de l'Australie, du Bangladesh, du Brésil, des États-Unis d'Amérique, du Guatemala, de l'Irlande, de la Jamaïque, du Panama, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la République dominicaine, de Singapour et de la Turquie, un projet de résolution intitulé « Journée mondiale du syndrome de Down » (A/C.3/66/L.27), qui se lisait comme suit :

« L'Assemblée générale,

Rappelant le Document final du Sommet mondial de 2005 et la Déclaration du Millénaire, ainsi que les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Rappelant également la Convention relative aux droits des personnes handicapées, selon laquelle les personnes handicapées doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité, et jouir pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres personnes, convention dans laquelle les États parties se sont engagés à prendre des mesures immédiates, efficaces et appropriées pour sensibiliser l'ensemble de la société à la situation des personnes handicapées,

Affirmant que garantir et promouvoir le plein exercice de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales de toutes les personnes handicapées est indispensable à la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international,

Consciente que le syndrome de Down est un arrangement chromosomique naturel qui a toujours fait partie de la condition humaine, observé universellement sans distinction de race, de sexe ou de situation socioéconomique, et qu'il concerne environ une naissance sur 800 dans le monde, causant une déficience mentale et des problèmes de santé qui lui sont associés,

Profondément préoccupée par la prévalence et le pourcentage élevé des personnes atteintes du syndrome de Down dans toutes les régions du monde et par les problèmes qui en découlent sur le plan du développement, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation et des programmes d'intervention à long terme que doivent mettre en œuvre les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, ainsi que par les lourdes conséquences qui en résultent pour les familles, les collectivités et la société,

Rappelant qu'un bon accès aux soins, aux programmes d'intervention précoce et à une éducation ouverte à tous, ainsi que des travaux de recherche appropriés, sont indispensables à la croissance et au développement de l'individu,

Reconnaissant la dignité inhérente, la valeur et les contributions utiles des personnes atteintes de déficience mentale en tant que promoteurs du bien-être et de la diversité des groupes de population auxquels ils appartiennent, ainsi que l'importance de leur autonomie et de leur indépendance individuelles, y compris la liberté de faire leurs propres choix,

1. *Décide* de proclamer le 21 mars Journée mondiale du syndrome de Down, qui sera célébrée chaque année à partir de 2012;

2. *Invite* les États Membres, les organismes compétents du système des Nations Unies et les autres organisations internationales ainsi que la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé, à célébrer de façon appropriée la Journée mondiale du syndrome de Down, afin de sensibiliser l'opinion à cette question;

3. *Encourage* les États Membres à prendre des mesures de sensibilisation à la question des personnes atteintes du syndrome de Down dans toute la société et notamment au niveau de la famille;

4. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les États Membres et de toutes les organisations du système des Nations Unies. »

11. À sa 43^e séance, le 10 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé intitulé « Journée mondiale de la trisomie 21 » (A/C.3/66/L.27/Rev.1), présenté par les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Costa Rica, Cuba, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Luxembourg, Malta, Mexique, Monaco, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Roumanie, Singapour, Slovénie, Thaïlande, Turquie, Ukraine et Uruguay. Par la suite, les pays ci-après se sont portés coauteurs du projet de résolution : Albanie, Arménie, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Colombie, Érythrée, ex-République yougoslave de Macédoine, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Islande, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Monténégro, Nicaragua, Paraguay, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Saint-Marin, Serbie, Timor-Leste et Venezuela (République bolivarienne du).

12. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/66/L.27/Rev.1 (voir par. 22, projet de résolution II).

C. Projets de résolution A/C.3/66/L.28 et Rev.1

13. À la 31^e séance, le 25 octobre, le représentant du Danemark a présenté un projet de résolution intitulé « Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (A/C.3/66/L.28) au nom des pays suivants : Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Jordanie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Suède, Turquie, Ukraine et Uruguay. Le texte se lisait comme suit :

« *L'Assemblée générale,*

Réaffirmant que nul ne doit être soumis à la torture ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant que le droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est un droit intangible reconnu par le droit international qui doit être respecté en toutes circonstances, y compris les périodes de conflit armé ou de troubles internationaux ou internes et toute autre situation d'urgence publique, que l'interdiction absolue des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est formulée dans les instruments internationaux pertinents et que les garanties légales et procédurales contre de tels actes ne doivent pas faire l'objet de mesures qui porteraient atteinte à ce droit,

Rappelant également que l'interdiction de la torture est une norme impérative du droit international et que les tribunaux internationaux, régionaux et nationaux considèrent que l'interdiction des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants fait partie du droit international coutumier,

Rappelant en outre la définition de la torture figurant à l'article 1 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, sans préjudice d'aucun instrument international ou texte législatif national contenant ou pouvant contenir des dispositions d'application plus large,

Soulignant qu'il importe que les États interprètent et exécutent correctement les obligations qui leur incombent en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et s'en tiennent strictement à la définition de la torture figurant à l'article 1 de la Convention,

Notant que les Conventions de Genève de 1949 qualifient la torture et les traitements inhumains d'infractions graves et que, aux termes du Statut du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations

graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, du Statut du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, les actes de torture peuvent constituer des crimes contre l'humanité et, s'ils sont commis dans une situation de conflit armé, constituent des crimes de guerre,

Accueillant favorablement l'entrée en vigueur de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, dont l'application contribuera beaucoup à la prévention et à la prohibition de la torture, notamment par l'interdiction des lieux de détention secrets, et encourageant tous les États qui ne l'ont pas fait à envisager de ratifier cette convention ou d'y adhérer,

Louant la persévérance avec laquelle les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, les mécanismes nationaux de prévention et le vaste réseau des centres de réadaptation des victimes de la torture, s'emploient à prévenir et combattre la torture et à soulager les souffrances des victimes,

Profondément préoccupée par les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de plus en plus nombreux dont sont victimes des manifestants pacifiques,

1. *Condamne* toutes les formes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris l'intimidation, qui sont et resteront interdits à tout moment et en tout lieu et ne sauraient donc jamais être justifiés, et demande à tous les États de mettre pleinement en œuvre l'interdiction absolue et non susceptible de dérogation de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

2. *Souligne* que les États doivent prendre des mesures constantes, résolues et efficaces pour prévenir et combattre tous les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, insiste sur le fait que tous les actes de torture doivent être érigés en infractions à la loi pénale et encourage les États à interdire dans leur droit interne les actes constituant des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

3. *Accueille avec satisfaction* la création de mécanismes nationaux de prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, exhorte tous les États à envisager d'établir ou de maintenir et de renforcer des mécanismes indépendants et efficaces dotés d'un savoir-faire juridique spécialisé et de compétences dans d'autres domaines, qui entreprendraient des visites de suivi dans les centres de détention, notamment afin de prévenir les actes de torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et demande aux États parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de s'acquitter de leur obligation de désigner

ou mettre en place des mécanismes nationaux de prévention véritablement indépendants et efficaces;

4. *Souligne* qu'il importe que les États donnent dûment suite aux recommandations et conclusions des organes et mécanismes pertinents créés en vertu des instruments internationaux, en particulier le Comité contre la torture, le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

5. *Condamne* toute mesure prise par les États ou des responsables gouvernementaux pour légaliser, autoriser ou tolérer la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou toute tentative de leur part à cette fin, en quelque circonstance que ce soit, y compris pour des raisons de sécurité nationale ou comme suite à des décisions judiciaires, et engage les États à veiller à ce que de tels actes ne restent pas impunis;

6. *Souligne* qu'il faut qu'une instance nationale indépendante compétente enquête promptement, sérieusement et en toute impartialité sur toutes les allégations de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que sur tous les cas où il existe des motifs raisonnables de penser que de tels actes ont été commis, et que ceux qui encouragent, ordonnent, tolèrent ou commettent de tels actes, y compris les fonctionnaires responsables de lieux de détention, ou de tous autres lieux où des personnes sont privées de leur liberté, où il est constaté que l'acte interdit a été commis, doivent être tenus pour responsables, traduits en justice et condamnés à une peine proportionnelle à la gravité de l'infraction;

7. *Rappelle* à cet égard les Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour établir la réalité des faits (Principes d'Istanbul) comme outil efficace pour prévenir et combattre la torture, de même que l'ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité;

8. *Engage* les États à instituer ou à maintenir des mécanismes nationaux chargés de consigner les allégations de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

9. *Demande* à tous les États d'appliquer des mesures efficaces pour prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en particulier dans les lieux de détention et autres lieux où des personnes sont privées de leur liberté, y compris en mettant en œuvre des garanties légales et procédurales et en sensibilisant et en formant le personnel qui peut être appelé à intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de toute personne arrêtée, détenue ou emprisonnée de quelque façon que ce soit;

10. *Demande instamment* aux États, à titre de contribution importante pour prévenir et combattre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de faire en sorte qu'aucune autorité publique ni aucun fonctionnaire n'ordonne, n'applique, ne permette ou ne tolère de sanction ou autre préjudice à l'encontre d'aucune personne ni d'aucune

organisation au motif qu'elle a eu des contacts avec un organisme national ou international de surveillance ou de prévention menant des activités qui visent à faire échec à la torture et aux autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à les combattre;

11. *Demande* à tous les États de tenir compte de la problématique hommes-femmes dans leur action contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en prêtant une attention particulière à la violence sexiste;

12. *Demande* aux États de faire en sorte, eu égard à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, que ces droits soient pleinement pris en considération dans la prévention de la torture et la protection contre cette pratique, et salue les efforts du Rapporteur spécial à cet égard;

13. *Engage* tous les États à veiller à ce que les personnes reconnues coupables de faits de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants n'interviennent ensuite dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement d'aucune personne arrêtée, détenue, emprisonnée ou soumise à toute autre forme de privation de liberté, et à ce que les personnes accusées de faits de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants n'interviennent dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement d'aucune personne arrêtée, détenue, emprisonnée ou soumise à toute autre forme de privation de liberté tant que ces accusations restent pendantes;

14. *Insiste* sur le fait que les actes de torture commis à l'occasion d'un conflit armé constituent des violations graves du droit international humanitaire et sont à cet égard des crimes de guerre, que les actes de torture peuvent constituer des crimes contre l'humanité et que les auteurs de tous actes de torture doivent être poursuivis et punis;

15. *Souligne* la contribution qu'apporte la Cour pénale internationale s'agissant de mettre fin à l'impunité, en cherchant à faire assumer leurs responsabilités aux auteurs d'actes de torture ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants et à les punir, et engage les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier à titre prioritaire le Statut de Rome³, qui compte désormais 119 États parties, ou à y accéder;

16. *Engage vivement* les États à veiller à ce qu'aucune déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne soit invoquée comme élément de preuve dans aucune procédure, sauf contre une personne accusée de torture, pour établir que cette déclaration a été faite, les encourage à étendre cette interdiction aux déclarations obtenues par l'imposition de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants, et considère qu'une vérification rigoureuse des déclarations, y compris les aveux, utilisées comme élément de preuve dans toutes procédures constitue une garantie pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

17. *Souligne* que les États ne doivent pas punir le personnel qui aura refusé d'obtempérer à l'ordre de commettre ou de dissimuler des actes assimilables à la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

18. *Demande instamment* aux États de ne pas expulser, refouler, extraditer ou transférer de quelque autre manière que ce soit une personne vers un autre État si l'on a des raisons sérieuses de croire qu'elle risquerait d'y être soumise à la torture, souligne l'importance de garanties légales et procédurales efficaces à cet égard et considère que les assurances diplomatiques, lorsqu'elles interviennent, ne libèrent pas les États des obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme, du droit international des réfugiés et du droit international humanitaire, en particulier le principe du non-refoulement;

19. *Rappelle* que, pour déterminer s'il est de tels motifs, les autorités compétentes doivent tenir compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, l'existence dans l'État intéressé de situations qui révèlent des violations flagrantes, constantes ou systématiques des droits de l'homme;

20. *Demande* aux États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹ de s'acquitter de leur obligation d'engager des poursuites contre les auteurs présumés d'actes de torture ou de les extraditer, et encourage les autres États à faire de même, sachant qu'il faut lutter contre l'impunité;

21. *Souligne* que les systèmes juridiques nationaux doivent veiller à ce que les victimes d'actes de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants obtiennent réparation sans subir de représailles pour avoir porté plainte ou avoir déposé, se voient accorder une juste et adéquate indemnité et bénéficient de services de réadaptation sociale, psychologique et médicale et d'autres services spécialisés appropriés, et demande instamment aux États de créer, d'administrer et de soutenir des centres ou structures de réadaptation où les victimes de la torture pourront recevoir de tels services et où des mesures efficaces seront prises pour garantir la sécurité du personnel comme des patients, et de faciliter les activités de ces centres et structures;

22. *Rappelle* sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988 relative à l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et, dans ce contexte, souligne que le fait de veiller à ce que tout individu placé en état d'arrestation ou en détention soit promptement présenté en personne à un juge ou autre magistrat indépendant et le fait d'autoriser cet individu à bénéficier sans retard et régulièrement de soins médicaux et des services d'un avocat, ainsi qu'à recevoir la visite de membres de sa famille et de représentants de mécanismes de surveillance indépendants, constituent des mesures efficaces pour prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

23. *Rappelle* à tous les États qu'une période prolongée de détention au secret ou dans des lieux tenus secrets est réputée faciliter la pratique de la torture et l'imposition d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et peut en soi constituer une forme d'un tel traitement, et leur demande instamment de respecter les garanties relatives à la liberté, à la sécurité et à la dignité de la personne et de veiller à ce que tous les lieux secrets de détention et d'interrogatoire soient interdits;

24. *Insiste* sur le fait que les conditions de détention doivent respecter la dignité et les droits fondamentaux des détenus, souligne que les mesures destinées à promouvoir le respect et la protection des droits des personnes détenues doivent en tenir compte et prend note à cet égard des préoccupations que suscite l'isolement cellulaire;

25. *Demande* à tous les États de prendre les mesures efficaces qui s'imposent sur les plans législatif, administratif, judiciaire et autres pour prévenir et interdire la production, le commerce, l'exportation, l'importation et l'utilisation de biens et de matériel qui n'ont d'autre utilité pratique que de servir à infliger des tortures ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

26. *Exhorte* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à la Convention à titre prioritaire et invite les États parties à envisager sans tarder de signer et ratifier le Protocole facultatif qui s'y rapporte;

27. *Exhorte* tous les États parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait à faire les déclarations prévues aux articles 21 et 22 relatifs aux communications entre États et aux communications intéressant des particuliers, à étudier la possibilité de retirer leurs réserves à l'article 20 et à notifier au Secrétaire général leur acceptation des modifications des articles 17 et 18 en vue d'accroître l'efficacité du Comité dès que possible;

28. *Exhorte* les États parties à s'acquitter rigoureusement des obligations que leur impose la Convention, notamment celle de présenter les rapports prescrits à l'article 19, vu le grand nombre de ceux qui n'ont pas été présentés dans les délais, et les invite à faire figurer dans leurs rapports au Comité des informations relatives aux enfants, aux adolescents et aux personnes handicapées, en procédant d'une démarche tenant compte de la problématique hommes-femmes;

29. *Félicite* le Comité de ses travaux et du rapport présenté en application de l'article 24 de la Convention, lui recommande de continuer à faire figurer dans ses rapports des renseignements sur la suite que les États donnent à ses recommandations et le soutient dans ce qu'il compte faire pour accroître l'efficacité de ses méthodes de travail;

30. *Invite* les Présidents du Comité et du Sous-Comité à lui présenter oralement des rapports sur les travaux des comités et à engager un dialogue avec elle à sa soixante-septième session, au titre de la question subsidiaire intitulée "Application des instruments relatifs aux droits de l'homme";

31. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer, conformément au mandat établi par sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993, à dispenser des services consultatifs aux États qui en font la demande, en vue de prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, notamment pour l'établissement des rapports nationaux au Comité et pour la mise en place et le fonctionnement de mécanismes nationaux de prévention, ainsi qu'à fournir une assistance technique pour l'élaboration, la production et la diffusion de documents pédagogiques à cette fin;

32. *Prend note avec satisfaction* du rapport d'activité présenté par le Rapporteur spécial et encourage celui-ci à continuer de faire figurer dans ses recommandations des propositions visant la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris leurs manifestations sexistes, et les enquêtes à ce sujet;

33. *Demande* au Rapporteur spécial de continuer à envisager de faire figurer dans son rapport des informations sur la suite donnée par les États à ses recommandations, visites et communications, notamment sur les progrès accomplis et les problèmes rencontrés, ainsi que sur ses autres contacts officiels;

34. *Demande* à tous les États de coopérer avec le Rapporteur spécial, de l'aider à s'acquitter de sa tâche, de lui fournir, à sa demande, tous les renseignements nécessaires, de répondre et donner suite sans réserve et avec célérité à ses appels urgents, d'envisager sérieusement de faire droit à ses demandes d'autorisation de se rendre sur leur territoire et d'engager avec lui un dialogue constructif tant sur les visites qu'il a demandé à effectuer sur leur territoire que sur les suites données à ses recommandations;

35. *Souligne* que la poursuite d'échanges de vues réguliers entre le Comité, le Sous-Comité, le Rapporteur spécial et les autres mécanismes et organes compétents de l'Organisation des Nations Unies s'impose, de même que celle de la coopération avec les programmes compétents des Nations Unies, tout particulièrement le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, avec les organisations et mécanismes régionaux, le cas échéant, et avec les organisations de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, en vue d'accroître leur efficacité et leur collaboration quant aux questions liées à la prévention et à l'élimination de la torture, notamment en resserrant leur coordination;

36. *Est consciente* de la nécessité générale de mobiliser une aide internationale pour les victimes de la torture, souligne l'importance du travail du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, lance un appel à tous les États et organisations pour qu'ils fournissent au Fonds des contributions annuelles, de préférence en en augmentant substantiellement le montant, et encourage le versement de contributions au Fonds spécial créé par le Protocole facultatif pour aider à financer l'application des recommandations faites par le Sous-Comité, ainsi que les programmes éducatifs des mécanismes nationaux de prévention;

37. *Prie* le Secrétaire général de continuer à transmettre à tous les États ses appels de contributions aux Fonds et d'inscrire les Fonds, chaque année, au nombre des programmes pour lesquels des ressources financières sont annoncées à la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement;

38. *Prie également* le Secrétaire général de présenter au Conseil des droits de l'homme, et de lui présenter à sa soixante-septième session, un rapport sur les activités des Fonds;

39. *Prie en outre* le Secrétaire général de prévoir, dans le cadre du budget de l'Organisation des Nations Unies, des moyens humains et matériels

suffisants à l'intention des organes et mécanismes qui contribuent aux activités visant à prévenir et combattre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à en aider les victimes, y compris, en particulier, le Comité, le Sous-Comité et le Rapporteur spécial, en veillant à ce que ces ressources soient à la mesure du vigoureux appui que les États Membres ont manifesté en faveur de ces activités, afin que ces organes et mécanismes puissent s'acquitter durablement et efficacement de l'intégralité de leurs mandats en tenant pleinement compte de la particularité de ceux-ci;

40. *Demande* à tous les États, au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et aux organes et organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et aux organisations de la société civile concernées, non gouvernementales notamment, de célébrer le 26 juin la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture;

41. *Décide* d'examiner à sa soixante-septième session les rapports du Secrétaire général, notamment ceux relatifs au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture et au Fonds spécial créé par le Protocole facultatif, le rapport du Comité contre la torture et le rapport d'activité du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. »

14. À sa 43^e séance, le 10 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé intitulé « Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (A/C.3/66/L.28/Rev.1), présenté par les pays suivants : Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Belize, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Équateur, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jordanie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Tunisie, Turquie, Ukraine et Uruguay. Par la suite, la Bolivie (État plurinational de), le Nicaragua, le Niger, la Sierra Leone et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont portés coauteurs du projet de résolution.

15. À la même séance, le représentant du Danemark a révisé oralement le texte comme suit :

a) Au neuvième alinéa du préambule, les mots « manifestants pacifiques » ont été remplacés par les mots « personnes exerçant leur droit de réunion pacifique et leur droit à la liberté d'expression ». En outre, les mots « dans toutes les situations et » ont été supprimés;

b) Le paragraphe 8 du dispositif a été déplacé et est devenu le paragraphe 6 du dispositif; les paragraphes 6 et 7 du texte initial ont été renumérotés en conséquence;

c) Au paragraphe 14 du dispositif, l'expression « apprécie à cet égard les efforts » a été remplacée par le mot « note à cet égard les efforts »; et les mots « tout en gardant à l'esprit le principe de complémentarité » ont été ajoutés après « Statut de Rome »;

d) Au paragraphe 22 du dispositif, les mots « réputée faciliter » ont été remplacés par « susceptible de faciliter ».

16. À sa 43^e séance également, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/66/L.28/Rev.1, tel que révisé oralement (voir par. 22, projet de résolution III).

D. Projet de résolution A/C.3/66/L.29 et Rev.1

17. À la 31^e séance, le 25 octobre, le représentant du Mexique, a présenté un projet de résolution intitulé « Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant » (A/C.3/66/L.29) au nom des pays suivants : Argentine, Australie, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Finlande, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Jamaïque, Jordanie, Lettonie, Luxembourg, Maroc, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pérou, Portugal, Sierra Leone, Slovaquie, Suède, Thaïlande et Togo, le texte se lisait comme suit :

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant ses résolutions antérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 64/154 du 18 décembre 2009, ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme, de la Commission du développement social et de la Commission des droits de l'homme,

Notant que le Comité des droits des personnes handicapées a demandé qu'elle l'autorise à prolonger son temps de réunion,

Notant également que le Comité dispose d'un cadre de fonctionnement unique et qu'il ne tient actuellement que deux sessions d'une semaine par an,

1. *Se félicite* du fait que, depuis que la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant ont été ouverts à la signature le 30 mars 2007, cent quarante-neuf États ont signé la Convention et cent trois l'ont ratifiée, quatre-vingt-dix États ont signé le Protocole facultatif et soixante-douze l'ont ratifié, et une organisation d'intégration régionale a ratifié la Convention;

2. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de signer et de ratifier la Convention et le Protocole facultatif dans les meilleurs délais;

3. *Se félicite* de la tenue des troisième et quatrième sessions de la Conférence des États parties à la Convention, et des travaux du Comité des droits des personnes handicapées;

4. *Décide* d'autoriser le Comité à se réunir pendant une semaine supplémentaire par an afin qu'il puisse examiner les rapports en souffrance, et décide également d'examiner, à sa soixante-septième session, la question de la prolongation de la durée des réunions du Comité;

5. *Invite* le Président du Comité à engager avec elle un dialogue interactif à ses soixante-septième et soixante-huitième sessions, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Promotion et protection des droits de l'homme", afin de contribuer à améliorer la communication entre elle et le Comité;

6. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général et des activités engagées à l'appui de la Convention;

7. *Encourage* le Groupe d'appui interorganisations pour la Convention à poursuivre son action afin que celle-ci soit prise en compte par l'ensemble du système des Nations Unies dans le cadre de la stratégie conjointe et du plan d'action approuvés en 2010, et demande au Département des affaires économiques et sociales et au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à renforcer leur coopération à cet égard;

8. *Invite* le Secrétaire général à redoubler d'efforts pour aider les États à devenir parties à la Convention et au Protocole facultatif, notamment en apportant l'assistance voulue en vue de parvenir à l'adhésion universelle;

9. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'application progressive des normes et des directives garantissant l'accessibilité des locaux et des services des organismes des Nations Unies en tenant compte des dispositions pertinentes de la Convention, en particulier lorsque des travaux de rénovation sont entrepris, y compris dans le cas d'arrangements provisoires;

10. *Prie également* le Secrétaire général de prendre de nouvelles mesures pour promouvoir les droits des personnes handicapées dans le système des Nations Unies conformément à la Convention, notamment le maintien en fonction et le recrutement de personnes handicapées;

11. *Prie* les institutions et les organismes des Nations Unies de continuer à intensifier l'action qu'ils mènent pour accroître l'accès, notamment des enfants et des jeunes, à l'information sur la Convention et le Protocole facultatif, afin d'en faciliter la compréhension, et pour aider les États parties à s'acquitter des obligations que leur imposent ces instruments, et invite les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à faire de même;

12. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-septième session, un rapport sur l'état de la Convention et du Protocole facultatif et sur l'application de la présente résolution. »

18. À sa 44^e séance, le 15 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé intitulé « Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant » (A/C.3/66/L.29/Rev.1), présenté par les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Jordanie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Maroc, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monténégro, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines,

Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Thaïlande, Togo, Turkménistan, Ukraine et Vanuatu. Par la suite, les pays ci-après se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Belize, Burkina Faso, Cameroun, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Guinée-Bissau, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Mali, Myanmar, Namibie, Niger, Panama, Paraguay, République de Moldova, République dominicaine, Saint-Marin, Suriname, Swaziland, Tunisie, Turquie et Uruguay.

19. À la même séance, l'attention de la Commission a été appelée sur l'état des incidences sur le budget-programme figurant dans le document A/C.3/66/L.58.

20. Toujours à sa 44^e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/66/L.29/Rev.1 (voir par. 22, projet de résolution IV).

21. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant du Japon a fait une déclaration (voir A/C.3/66/SR.44).

III. Recommandations de la Troisième Commission

22. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Projet de résolution I Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 64/152 du 18 décembre 2009,

1. *Accueille avec satisfaction* les rapports annuels que le Comité des droits de l'homme lui a présentés à sa soixante-cinquième session¹;

2. *Accueille également avec satisfaction* les rapports du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur ses quarante-deuxième et quarante-troisième sessions² et sur ses quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions³;

3. *Invite* les Présidents des Comités à prendre la parole devant elle et à dialoguer avec elle à ses soixante-septième et soixante-huitième sessions, au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme », dans la limite des ressources disponibles;

4. *Prie* le Secrétaire général de la tenir informée de l'état des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et des Protocoles facultatifs s'y rapportant, y compris toutes les réserves et déclarations y afférentes, en utilisant les sites Web de l'Organisation.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-cinquième session, Supplément n° 40 (A/65/40), vol. I et II.*

² *Documents officiels du Conseil économique et social, 2010, Supplément n° 2 (E/2010/22).*

³ *Ibid., 2011, Supplément n° 2 (E/2011/22).*

Projet de résolution II Journée mondiale de la trisomie 21

L'Assemblée générale,

Rappelant le Document final du Sommet mondial de 2005¹ et la Déclaration du Millénaire², ainsi que les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Rappelant également la Convention relative aux droits des personnes handicapées³, selon laquelle les personnes handicapées doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité, et jouir pleinement de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres personnes, convention dans laquelle les États parties se sont engagés à prendre des mesures immédiates, efficaces et appropriées pour sensibiliser l'ensemble de la société à la situation des personnes handicapées,

Affirmant que garantir et promouvoir le plein exercice de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales de toutes les personnes handicapées est indispensable à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international,

Consciente que la trisomie 21 est un arrangement chromosomique naturel qui a toujours fait partie de la condition humaine, qui existe dans toutes les régions du globe et qui a généralement des conséquences diverses sur le style d'apprentissage, les caractéristiques physiques ou la santé,

Rappelant qu'un bon accès aux soins, aux programmes d'intervention précoce et à une éducation ouverte à tous, ainsi que des travaux de recherche appropriés sont indispensables à la croissance et au développement de l'individu,

Consciente de la dignité inhérente, de la valeur et des contributions précieuses des personnes atteintes de déficience mentale en tant que promoteurs du bien-être et de la diversité des groupes de population auxquels ils appartiennent, ainsi que l'importance de leur autonomie et de leur indépendance individuelles, y compris la liberté de faire leurs propres choix,

1. *Décide* de proclamer le 21 mars Journée mondiale de la trisomie 21, qui sera célébrée chaque année à partir de 2012;

2. *Invite* tous les États Membres, les organismes compétents du système des Nations Unies et les autres organisations internationales ainsi que la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé, à célébrer comme il se doit la Journée mondiale de la trisomie 21, afin de sensibiliser l'opinion publique à cette question;

3. *Encourage* les États Membres à prendre des mesures de sensibilisation au sort des trisomiques dans toute la société et notamment au niveau de la famille;

4. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les États Membres et de toutes les organisations des Nations Unies.

¹ Voir résolution 60/1.

² Voir résolution 55/2.

³ Résolution 61/106, annexe I.

Projet de résolution III

Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que nul ne doit être soumis à la torture ni à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant que le droit d'être à l'abri de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est un droit intangible reconnu par le droit international, dont le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, qui doit être respecté et protégé en toutes circonstances, y compris les périodes de conflit armé ou de troubles internationaux ou internes et toute autre situation d'urgence publique, que l'interdiction absolue des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est formulée dans les instruments internationaux pertinents et que les garanties légales et procédurales contre de tels actes ne doivent pas faire l'objet de mesures qui porteraient atteinte à ce droit,

Rappelant également que l'interdiction de la torture est une norme impérative du droit international et que les tribunaux internationaux, régionaux et nationaux considèrent que l'interdiction des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants fait partie du droit international coutumier,

Rappelant en outre la définition de la torture figurant à l'article 1 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹, sans préjudice d'aucun instrument international ou texte législatif national contenant ou pouvant contenir des dispositions d'application plus large,

Soulignant qu'il importe que les États interprètent et exécutent correctement les obligations qui leur incombent en ce qui concerne la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et s'en tiennent strictement à la définition de la torture figurant à l'article 1 de la Convention,

Notant que les Conventions de Genève de 1949² qualifient la torture et les traitements inhumains d'infractions graves et que, aux termes du Statut du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, du Statut du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale³, les actes de torture peuvent constituer des crimes contre l'humanité et, s'ils sont commis dans une situation de conflit armé, constituent des crimes de guerre,

Accueillant favorablement l'entrée en vigueur de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées⁴, dont l'application contribuera beaucoup à la prévention et à la prohibition de la torture,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1465, n° 24841.

² *Ibid.*, vol. 75, n° 970 à 973.

³ *Ibid.*, vol. 2187, n° 38544.

⁴ Résolution 61/177, annexe.

notamment par l'interdiction des lieux de détention secrets, et encourageant tous les États qui ne l'ont pas fait à envisager de signer ou ratifier cette convention ou d'y adhérer,

Louant la persévérance avec laquelle les organisations de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, les mécanismes nationaux de prévention et le vaste réseau des centres de réadaptation des victimes de la torture, s'emploient à prévenir et à combattre la torture et à soulager les souffrances des victimes,

Profondément préoccupée par tous les actes pouvant être assimilés à des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dont sont victimes des manifestants pacifiques dans toutes les situations et dans toutes les régions du monde,

1. *Condamne* toutes les formes de torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris l'intimidation, qui sont et resteront interdits à tout moment et en tout lieu et ne sauraient donc jamais être justifiés, et demande à tous les États de mettre pleinement en œuvre l'interdiction absolue et non susceptible de dérogation de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

2. *Souligne* que les États doivent prendre des mesures constantes, résolues et efficaces pour prévenir et combattre tous les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, insiste sur le fait que tous les actes de torture doivent être érigés en infractions à la loi pénale et encourage les États à interdire dans leur droit interne les actes constituant des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

3. *Accueille avec satisfaction* la création de mécanismes nationaux de prévention de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, exhorte les États à envisager d'établir, de désigner, de maintenir ou de renforcer des mécanismes indépendants et efficaces dotés d'un savoir-faire spécialisé, qui entreprendraient des visites de suivi dans les centres de détention, notamment afin de prévenir les actes de torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et demande aux États parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁵ de s'acquitter de leur obligation de désigner ou mettre en place des mécanismes nationaux de prévention véritablement indépendants et efficaces;

4. *Souligne* qu'il importe que les États donnent dûment suite aux recommandations et conclusions des organes et mécanismes compétents créés en vertu d'instruments internationaux, en particulier le Comité contre la torture, le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

5. *Condamne* toute mesure prise par les États ou des responsables gouvernementaux pour légaliser, autoriser ou tolérer la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou toute tentative de leur part à cette fin, en quelque circonstance que ce soit, y compris pour des raisons de sécurité

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2375, n° 24841.

nationale ou comme suite à des décisions judiciaires, et engage les États à veiller à ce que les auteurs de tels actes ne restent jamais impunis;

6. *Engage* les États à envisager d'instituer ou de maintenir des mécanismes nationaux chargés de consigner les allégations de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

7. *Souligne* qu'il faut qu'une instance nationale indépendante compétente enquête promptement, sérieusement et en toute impartialité sur toutes les allégations de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que sur tous les cas où il existe des motifs raisonnables de penser que de tels actes ont été commis, et que ceux qui encouragent, ordonnent, tolèrent ou commettent de tels actes, y compris les fonctionnaires responsables de lieux de détention, ou de tous autres lieux où des personnes sont privées de leur liberté, où il est constaté que l'acte interdit a été commis, doivent être tenus pour responsables, traduits en justice et condamnés à une peine proportionnelle à la gravité de l'infraction;

8. *Rappelle* à cet égard les Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour établir la réalité des faits (Principes d'Istanbul)⁶ comme outil efficace pour prévenir et combattre la torture, de même que l'ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité⁷;

9. *Demande* à tous les États d'appliquer des mesures efficaces pour prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en particulier dans les lieux de détention et autres lieux où des personnes sont privées de leur liberté, y compris en mettant en œuvre des garanties légales et procédurales et en sensibilisant et en formant le personnel qui peut être appelé à intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de toute personne arrêtée, détenue ou emprisonnée de quelque façon que ce soit;

10. *Demande instamment* aux États, à titre de contribution importante pour prévenir et combattre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de faire en sorte qu'aucune autorité publique ni aucun fonctionnaire n'ordonne, n'applique, ne permette ou ne tolère de sanction ou autre préjudice à l'encontre d'aucune personne ni d'aucune organisation au motif qu'elle a eu des contacts avec un organisme national ou international de surveillance ou de prévention menant des activités qui visent à faire échec à la torture et aux autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à les combattre;

11. *Demande* à tous les États de tenir compte de la problématique hommes-femmes dans leur action contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en prêtant une attention particulière à la violence sexiste;

12. *Demande* aux États de faire en sorte, eu égard à la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁸, que ces droits soient pleinement pris en considération dans la prévention de la torture et la protection contre cette pratique, et salue les efforts du Rapporteur spécial à cet égard;

13. *Engage* tous les États à veiller à ce que les personnes reconnues coupables de faits de torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou

⁶ Résolution 55/89, annexe.

⁷ Voir E/CN.4/2005/102/Add.1.

⁸ Résolution 61/106, annexe I.

dégradants n'interviennent ensuite dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement d'aucune personne arrêtée, détenue, emprisonnée ou soumise à toute autre forme de privation de liberté, et à ce que les personnes accusées de faits de torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants n'interviennent dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement d'aucune personne arrêtée, détenue, emprisonnée ou soumise à toute autre forme de privation de liberté tant que ces accusations restent pendantes;

14. *Insiste* sur le fait que les actes de torture commis à l'occasion d'un conflit armé constituent des violations graves du droit international humanitaire et sont à cet égard des crimes de guerre, que les actes de torture peuvent constituer des crimes contre l'humanité et que les auteurs de tous actes de torture doivent être poursuivis et punis, apprécie à cet égard les efforts déployés par la Cour pénale internationale pour mettre fin à l'impunité en cherchant à faire assumer leurs responsabilités aux auteurs d'actes de torture ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants et à les punir, conformément au Statut de Rome³, et encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier le Statut de Rome ou d'y adhérer;

15. *Engage vivement* les États à veiller à ce qu'aucune déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne soit invoquée comme élément de preuve dans aucune procédure, sauf contre une personne accusée de torture, pour établir que cette déclaration a été faite, les encourage à étendre cette interdiction aux déclarations obtenues par l'imposition de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants, et considère qu'une vérification rigoureuse des déclarations, y compris les aveux, utilisées comme élément de preuve dans toutes procédures constitue une garantie pour la prévention de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

16. *Souligne* que les États ne doivent pas punir le personnel qui aura refusé d'obtempérer à l'ordre de commettre ou de dissimuler des actes assimilables à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

17. *Demande instamment* aux États de ne pas expulser, refouler, extraditer ou transférer de quelque autre manière que ce soit une personne vers un autre État si l'on a des raisons sérieuses de croire qu'elle risquerait d'y être soumise à la torture, souligne l'importance de garanties légales et procédurales efficaces à cet égard et considère que les assurances diplomatiques, lorsqu'elles interviennent, ne libèrent pas les États des obligations qui leur incombent en vertu du droit international des droits de l'homme, du droit international des réfugiés et du droit international humanitaire, en particulier le principe du non-refoulement;

18. *Rappelle* que, pour déterminer s'il est de tels motifs, les autorités compétentes doivent tenir compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, l'existence dans l'État intéressé de situations qui révèlent des violations flagrantes, constantes ou systématiques des droits de l'homme;

19. *Demande* aux États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹ de s'acquitter de leur obligation d'engager des poursuites contre les auteurs présumés d'actes de torture ou de les extraditer, et encourage les autres États à faire de même, sachant qu'il faut lutter contre l'impunité;

20. *Souligne* que les systèmes juridiques nationaux doivent veiller à ce que les victimes d'actes de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants obtiennent réparation sans subir de représailles pour avoir porté plainte

ou avoir déposé, aient accès à la justice, se voient accorder une juste et adéquate indemnité et bénéficient de services de réadaptation sociale, psychologique et médicale et d'autres services spécialisés appropriés, et demande instamment aux États de créer, d'administrer et de soutenir des centres ou structures de réadaptation où les victimes de la torture pourront recevoir de tels services et où des mesures efficaces seront prises pour garantir la sécurité du personnel comme des patients, et de faciliter les activités de ces centres et structures;

21. *Rappelle* sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988 relative à l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et, dans ce contexte, souligne que le fait de veiller à ce que tout individu placé en état d'arrestation ou en détention soit promptement présenté en personne à un juge ou autre magistrat indépendant et le fait d'autoriser cet individu à bénéficier sans retard et régulièrement de soins médicaux et des services d'un avocat, ainsi qu'à recevoir la visite de membres de sa famille et de représentants de mécanismes de surveillance indépendants, constituent des mesures efficaces pour prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

22. *Rappelle* à tous les États qu'une période prolongée de détention au secret ou dans des lieux tenus secrets est susceptible de faciliter la pratique de la torture et l'imposition d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et peut en soi constituer une forme d'un tel traitement, et leur demande instamment de respecter les garanties relatives à la liberté, à la sécurité et à la dignité de la personne et de veiller à ce que tous les lieux secrets de détention et d'interrogatoire soient interdits;

23. *Insiste* sur le fait que les conditions de détention doivent respecter la dignité et les droits fondamentaux des détenus, souligne que les mesures destinées à promouvoir le respect et la protection des droits des personnes détenues doivent en tenir compte et prend note à cet égard des préoccupations que suscite l'isolement cellulaire lorsqu'il constitue un acte de torture ou toute autre forme de peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant;

24. *Demande* à tous les États de prendre les mesures efficaces qui s'imposent sur les plans législatif, administratif, judiciaire et autres pour prévenir et interdire la production, le commerce, l'exportation, l'importation et l'utilisation de matériel qui n'a d'autre utilité pratique que de servir à infliger des tortures ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

25. *Exhorte* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à la Convention à titre prioritaire et invite les États parties à envisager sans tarder de signer et ratifier le Protocole facultatif qui s'y rapporte;

26. *Exhorte* tous les États parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait à faire les déclarations prévues aux articles 21 et 22 relatifs aux communications entre États et aux communications intéressant des particuliers, à étudier la possibilité de retirer leurs réserves à l'article 20 et à notifier au Secrétaire général leur acceptation des modifications apportées aux articles 17 et 18 en vue d'accroître l'efficacité du Comité dès que possible;

27. *Exhorte* les États parties à s'acquitter rigoureusement des obligations que leur impose la Convention, notamment celle de présenter les rapports prescrits à l'article 19, vu le grand nombre de ceux qui n'ont pas été présentés dans les délais, et les invite à faire figurer dans leurs rapports au Comité des informations relatives

aux enfants, aux adolescents et aux personnes handicapées, en procédant d'une démarche tenant compte de la problématique hommes-femmes;

28. *Félicite* le Comité de ses travaux et du rapport présenté en application de l'article 24 de la Convention⁹, lui recommande de continuer à faire figurer dans ses rapports des renseignements sur la suite que les États donnent à ses recommandations et le soutient dans ce qu'il compte faire pour accroître l'efficacité de ses méthodes de travail;

29. *Invite* les Présidents du Comité et du Sous-Comité à lui présenter oralement des rapports sur les travaux des comités et à engager un dialogue avec elle à sa soixante-septième session, au titre de la question subsidiaire intitulée « Application des instruments relatifs aux droits de l'homme »;

30. *Prie* la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer, conformément au mandat établi par sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993, à dispenser des services consultatifs aux États qui en font la demande, en vue de prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, notamment pour l'établissement des rapports nationaux au Comité et pour la mise en place et le fonctionnement de mécanismes nationaux de prévention, ainsi qu'à fournir une assistance technique pour l'élaboration, la production et la diffusion de documents pédagogiques à cette fin;

31. *Prend note avec satisfaction* du rapport intérimaire présenté par le Rapporteur spécial¹⁰ et encourage celui-ci à continuer de faire figurer dans ses recommandations des propositions visant la prévention de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris leurs manifestations sexistes, et les enquêtes à ce sujet;

32. *Demande* au Rapporteur spécial de continuer à envisager de faire figurer dans son rapport des informations sur la suite donnée par les États à ses recommandations, visites et communications, notamment sur les progrès accomplis et les problèmes rencontrés, ainsi que sur ses autres contacts officiels;

33. *Demande* à tous les États de coopérer avec le Rapporteur spécial, de l'aider à s'acquitter de sa tâche, de lui fournir, à sa demande, tous les renseignements nécessaires, de répondre et donner suite sans réserve et avec célérité à ses appels urgents, d'envisager sérieusement de faire droit à ses demandes d'autorisation de se rendre sur leur territoire et d'engager avec lui un dialogue constructif tant sur les visites qu'il a demandé à effectuer sur leur territoire que sur les suites données à ses recommandations;

34. *Souligne* que la poursuite d'échanges de vues réguliers entre le Comité, le Sous-Comité, le Rapporteur spécial et les autres mécanismes et organes compétents de l'Organisation des Nations Unies s'impose, de même que celle de la coopération avec les programmes compétents des Nations Unies, tout particulièrement le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, avec les organisations et mécanismes régionaux, le cas échéant, et avec les organisations de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, en vue d'accroître leur efficacité et leur collaboration quant aux questions liées à la prévention et à l'élimination de la torture, notamment en resserrant leur coordination;

⁹ À paraître dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 44 (A/66/44)*.

¹⁰ Voir A/66/268.

35. *Est consciente* de la nécessité générale de mobiliser une aide internationale pour les victimes de la torture, souligne l'importance du travail du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, lance un appel à tous les États et organisations pour qu'ils fournissent au Fonds des contributions annuelles, de préférence en augmentant substantiellement le montant, et encourage le versement de contributions au Fonds spécial créé par le Protocole facultatif pour aider à financer l'application des recommandations faites par le Sous-Comité, ainsi que les programmes éducatifs des mécanismes nationaux de prévention;

36. *Prie* le Secrétaire général de continuer à transmettre à tous les États ses appels de contributions aux Fonds et d'inscrire les Fonds, chaque année, au nombre des programmes pour lesquels des ressources financières sont annoncées à la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement;

37. *Prie également* le Secrétaire général de présenter au Conseil des droits de l'homme, et de lui présenter à sa soixante-septième session, un rapport sur les activités des Fonds;

38. *Prie en outre* le Secrétaire général de prévoir, dans le cadre du budget de l'Organisation des Nations Unies, des moyens humains et matériels suffisants à l'intention des organes et mécanismes qui contribuent aux activités visant à prévenir et à combattre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à en aider les victimes, y compris, en particulier, le Comité, le Sous-Comité et le Rapporteur spécial, en veillant à ce que ces ressources soient à la mesure du vigoureux appui que les États Membres ont manifesté en faveur de ces activités, afin que ces organes et mécanismes puissent s'acquitter durablement et efficacement de l'intégralité de leurs mandats en tenant pleinement compte de la particularité de ceux-ci;

39. *Demande* à tous les États, au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et aux organes et organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et aux organisations de la société civile concernées, non gouvernementales notamment, de célébrer le 26 juin la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture;

40. *Décide* d'examiner à sa soixante-septième session les rapports du Secrétaire général, notamment ceux relatifs au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture et au Fonds spécial créé par le Protocole facultatif, le rapport du Comité contre la torture et le rapport d'activité du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Projet de résolution IV Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 64/154 du 18 décembre 2009, ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme, de la Commission du développement social et de la Commission des droits de l'homme,

Notant que le Comité des droits des personnes handicapées lui a demandé, à l'annexe XVI de son rapport¹, l'autorisation de prolonger son temps de réunion,

Notant également que les coûts afférents à la publication et à la traduction des rapports des États parties représentent la part la plus importante du budget du Comité,

Notant en outre que, malgré les très nombreuses ratifications de la Convention relative aux droits des personnes handicapées² intervenues en peu de temps, le Comité ne tient actuellement que deux sessions d'une semaine par an et que, dans certains cas, ses membres peuvent avoir besoin d'aménagements raisonnables au sens de la Convention,

1. *Se félicite* du fait que, depuis que la Convention relative aux droits des personnes handicapées² et le Protocole facultatif s'y rapportant³ ont été ouverts à la signature le 30 mars 2007, cent cinquante-trois États ont signé la Convention et cent six l'ont ratifiée, quatre-vingt-dix États ont signé le Protocole facultatif et soixante-quatre l'ont ratifié, et une organisation d'intégration régionale a ratifié la Convention;

2. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de signer et de ratifier la Convention et le Protocole facultatif dans les meilleurs délais;

3. *Se félicite* de la tenue des troisième et quatrième sessions de la Conférence des États parties à la Convention et salue les travaux du Comité des droits des personnes handicapées;

4. *Invite* les États parties à limiter la longueur de leurs rapports au nombre de pages fixé par le Comité et note que cette mesure devrait réduire les coûts de fonctionnement de ce dernier;

5. *Prend note* de la réforme engagée pour renforcer le système conventionnel et, en particulier, du rapport du Secrétaire général intitulé « Mesures visant à améliorer encore l'efficacité, l'harmonisation et la réforme des organes de surveillance de l'application des traités »⁴, et invite le Comité à continuer, dans cette logique de renforcement, à améliorer ses méthodes de travail et à gagner en efficacité, y compris en procédant à des échanges de bonnes pratiques avec d'autres organes conventionnels;

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 55 (A/66/55).

² Résolution 61/106, annexe I.

³ Ibid., annexe II.

⁴ A/66/344.

6. *Décide* d'autoriser le Comité à tenir chaque année une semaine supplémentaire de réunion dans le prolongement d'une session ordinaire, en tenant compte des aménagements raisonnables nécessaires et sans compromettre la réforme engagée pour renforcer le système conventionnel;

7. *Invite* le Président du Comité à lui présenter oralement un rapport sur les travaux du Comité et à entamer un dialogue avec elle à ses soixante-septième et soixante-huitième sessions, au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme », afin de contribuer à améliorer la communication entre elle et le Comité;

8. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général⁵ et des activités engagées à l'appui de la Convention;

9. *Encourage* le Groupe d'appui interorganisations pour la Convention à poursuivre son action afin que celle-ci soit prise en compte par l'ensemble du système des Nations Unies dans le cadre de la stratégie conjointe et du plan d'action approuvés en 2010, et demande au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à renforcer leur coopération à cet égard;

10. *Invite* le Secrétaire général à redoubler d'efforts pour aider les États à devenir parties à la Convention et au Protocole facultatif, notamment en apportant l'assistance voulue en vue de parvenir à l'adhésion universelle;

11. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'application progressive des normes et des directives garantissant l'accessibilité des locaux et des services des organismes des Nations Unies en tenant compte des dispositions pertinentes de la Convention, en particulier lorsque des travaux de rénovation sont entrepris, y compris en prenant des dispositions provisoires;

12. *Prie également* le Secrétaire général de prendre de nouvelles mesures pour promouvoir les droits des personnes handicapées dans le système des Nations Unies conformément à la Convention, y compris le maintien en fonction et le recrutement de personnes handicapées;

13. *Prie* les institutions et les organismes des Nations Unies de continuer à intensifier l'action qu'ils mènent pour diffuser des informations accessibles sur la Convention et le Protocole facultatif, notamment auprès des enfants et des jeunes afin qu'ils comprennent bien ces textes, et pour aider les États parties à s'acquitter des obligations que leur imposent ces instruments, et invite les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à faire de même;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-septième session, un rapport sur l'état de la Convention et du Protocole facultatif et sur l'application de la présente résolution.

⁵ A/66/121.